



Saint-Étienne, le 30 septembre 2024.

Monsieur le président,

Cet été a été marqué par un séisme qui laisse l'ensemble de nos citoyens dans l'incertitude sur l'avenir de notre pays.

Le nouveau gouvernement vient d'être nommé et sans surprise, il ne sera pas celui du progrès social mais celui de nouvelles régressions sociales pour la majorité de la population, tout particulièrement pour les agents et agents publics et plus globalement pour les services publics.

Les premiers signaux concernant la fonction publique, l'économie ou le budget sont inquiétants :

- **Fonction Publique** : le nouvel intitulé de notre ministère, c'est désormais le ministère de la Fonction Publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique. Ainsi la mise en place du « choc des simplifications » initié par B. Le Maire va pouvoir se dérouler avec pour unique objectif de justifier des coupes dans les administrations, notamment celles qui ont pour mission d'exercer des contrôles.

- **Ministère de l'économie et Ministère du budget et des comptes publics** : La grande nouveauté du ministère du budget est qu'il sera sous la tutelle du 1<sup>er</sup> ministre et de son directeur de cabinet que nous connaissons bien à la DGFIP puisque, récemment encore, en tant que Directeur général, il en a largement affaibli le réseau. À la tête de ces deux ministères, deux nouveaux ministres Antoine Armand et Laurent Saint-Martin qui n'ont eu de cesse de vanter la politique économique libérale de ces dernières années. Celle qui n'a fait que renforcer le déficit public, augmenter les inégalités et baisser drastiquement les recettes accompagnées notamment d'une politique fiscale en faveur des seules grandes entreprises et des plus riches. Deux ministres fervents opposants à une refonte du système fiscal basée sur la justice et la redistribution.

**Solidaires Finances Publiques n'aura de cesse de défendre le progrès social et tout particulièrement la nécessité d'une politique fiscale réellement au service de l'intérêt général qui aurait comme principaux axes :**

- la fin de la baisse des impôts de production qui a engendré une chute de rentrées fiscales de 14 milliards d'euros depuis 2021 et une perte d'autonomie financière toujours plus grande pour les collectivités locales.
- la fin des niches fiscales dont l'utilité sociale et économique n'a pas été démontrée.
- la mise en place d'un Impôt sur les sociétés (IS) progressif.
- établir une progressivité régulière de l'impôt sur le revenu en revoyant le barème, en intégrant l'ensemble des revenus et en revalorisant le taux supérieur.

**Face à ce nouveau gouvernement, Solidaires Finances Publiques entend porter d'autres choix en matière de politiques publiques et appelle les personnels à participer massivement à la grève interprofessionnelle du 1<sup>er</sup> octobre pour faire entendre nos revendications !**

Face à tout cela, nous nous retrouvons dans le brouillard complet, devons-nous une nouvelle fois s'attendre à des changements profonds de nos missions ? Les agents auront-ils les épaules assez solides pour supporter une nouvelle réforme comme le NRP ou GMBI alors qu'ils ploient déjà sous le poids des changements incessants, des suppressions d'emplois et d'une dégradation des conditions de vie au travail ? Quel avenir dans notre département avec l'expérimentation du flex-office ?

Nous regrettons également que nos collègues ayant passé le concours de contrôleur se retrouve une nouvelle fois sur le carreau et ne rentreront pas sur notre département du fait de l'embauche de contractuels.

Il est de notre devoir en tant qu'acteurs de la prévention de se préoccuper dès aujourd'hui des risques psychosociaux que ce climat pourrait entraîner.

Concernant l'ordre du jour, nous déplorons que les fiches de signalement ne nous soient pas présentées au fil de l'eau afin d'assurer les mesures de prévention, de protection et de suivi des agressions des agents. Nous regrettons également toujours le choix de l'anonymisation de ces fiches qui les rendent illisibles et de fait inutiles dans l'état.

Au niveau national, comme semble-t-il au niveau local, il est à noter que les fiches de signalements se font plus nombreuses ces dernières années et cela doit amener la formation spécialisée à être des plus vigilants quant aux mesures à prendre pour limiter les risques d'exposition des agents.

Pour conclure, Solidaires Finances Publiques Loire s'inquiète de l'augmentation importante des situations d'épuisement mental, de dépressions et de burn out.

Une sensibilisation du collectif et des encadrants pour repérer un collègue en souffrance et l'accompagner n'est pas encore à l'ordre du jour alors que cela semble une nécessité. Nous devons agir sur les sources de stress, sur les risques psychosociaux qui peuvent être à l'origine des situations tragiques des agents.

Nous sommes TOUS ici des acteurs de la prévention, alors attelons-nous à prévenir les risques et à prendre les problèmes à la racine avant que ces derniers ne deviennent une souffrance.